

États financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires d'Exploration Kintavar inc.

Notre opinion

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière d'Exploration Kintavar inc. et de sa filiale (collectivement, la « Société ») aux 31 décembre 2020 et 2019 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société, qui comprennent :

- les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2020 et 2019;
- les états consolidés des résultats et du résultat global pour les exercices clos à ces dates;
- les états consolidés des variations des capitaux propres pour les exercices clos à ces dates;
- les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates;
- les notes annexes, qui comprennent les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada. Nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.



Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider de la Société ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener de la Société à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle:
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.



Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les mesures prises pour éliminer les menaces, ou les sauvegardes mises en place, s'il y a lieu.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Maxime Guilbault.

/s/PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.1

Montréal (Québec) Le 30 avril 2021

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique nº A128042

États consolidés de la situation financière Aux 31 décembre 2020 et 2019

(En dollars canadiens)

-		Au	Au
		31 décembre	31 décembre
	Note	2020	2019
A		\$	\$
Actif			
Actif courant Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	3 643 175	4 106 580
Montants à recevoir	8	694 049	653 547
Inventaire	J	27 804	75 888
Placement	6	150 000	-
Frais payés d'avance et autres		119 267	147 786
Actif courant		4 634 295	4 983 801
Actif non-courant			
Actifs d'exploration et d'évaluation	9	2 569 990	2 695 788
Placement dans une société cotée en bourse	7	28 500	-
Immobilisations corporelles	10	2 788 446	2 769 742
Actif non-courant		5 386 936	5 465 530
Total de l'actif		10 021 231	10 449 331
Passif			
Passif courant			
Découvert bancaire		6 794	37 266
Créditeurs et frais courus	11	239 398	610 363
Revenus reportés	40	9 381	11 667
Obligations locatives	12	- 00 700	1 500
Dette à long-terme, portion court-terme Passif lié à la prime sur les actions accréditives	14 13	93 768 212 745	64,677 99 000
Passif courant	13	562 086	824 473
Passif non-courant		002 000	024 470
Passif d'impôts différés		43 010	80 863
Dette à long-terme	14	1 068 124	1 015 785
Passif non-courant		1 111 134	1 096 648
Total du passif		1 673 220	1 921 121
Capitaux propres			
Capital-actions	15	18 499 250	17 391 097
Bons de souscription	16	-	1 040 101
Options de courtiers	17	10 020	40 830
Options d'achat d'actions	18	1 719 814	1 648 054
Surplus d'apport		1 300 956	87 155
Déficit		(13 182 029)	(11 679 027)
Total des capitaux propres		8 348 011	8 528 210
Total du passif et des capitaux propres		10 021 231	10 449 331

Événement postérieur à la date du bilan (note 25) Les notes en annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration

(s) Kiril Mugerman Kiril Mugerman Administrateur

(s) Mark Billings Mark Billings Administrateur

Exploration Kintavar Inc. États consolidés des résultats et du résultat global Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

Note			2020	2019
Chiffre d'affaires 1 239 918 340 813 Produits 1 258 834 340 813 Charges opérationnelles Exploration et évaluation, net des crédits d'impôt 20 712 164 1 792 899 Coûts des produits vendus 399 088 107 006 386 340 Salaires et charges sociales 19 713 696 486 340 Rémunération à base d'actions 204 630 728 997 Honoraires professionnels 83 702 177 968 Publicité, marketing et relation avec les investisseurs 174 273 366 070 Frais généraux et entretien 196 700 75 525 Administration 82 093 41 484 Frais fiduciaire 21 282 36 798 Loyer 11 100 15 500 Assurances et taxes 53 363 27 147 Dépréciation d'actifs d'exploration et d'évaluation 22 688 407 823 Autres gains ou (pertes) 44 009 113 422 Perte opérationnelle (1631 876) (3 94 636) Autres gains ou (pertes) (95 487) (39 155) <t< th=""><th></th><th>Note</th><th>\$</th><th>\$</th></t<>		Note	\$	\$
Produits	Honoraires de gestion de projets		18 916	-
Charges opérationnelles Exploration et évaluation, net des crédits d'impôt 20 712 164 1 792 899 Coûts des produits vendus 399 088 107 006 Salaires et charges sociales 19 713 696 486 340 Rémunération à base d'actions 204 630 728 997 Honoraires professionnels 83 702 177 968 Publicité, marketing et relation avec les investisseurs 174 273 366 070 Frais généraux et entretien 196 700 75 525 Administration 82 093 41 484 Frais fiduciaire 21 282 36 798 Loyer 11 100 15 500 Assurances et taxes 53 363 27 147 Dépréciation d'actifs d'exploration et d'évaluation 22 688 407 823 Amortissement des immobilisations corporelles 215 931 71 892 Perte opérationnelle (1 631 876) (3 994 636) Autres gains ou (pertes) 25 487) (3 9155) Revenus d'intérêts 44 009 113 422 Charges financières (95 487) (39 155	Chiffre d'affaires		1 239 918	340 813
Exploration et évaluation, net des crédits d'impôt	Produits		1 258 834	340 813
Exploration et évaluation, net des crédits d'impôt	Charges opérationnelles			
Salaires et charges sociales 19 713 696 486 340 Rémunération à base d'actions 204 630 728 997 Honoraires professionnels 83 702 177 968 Publicité, marketing et relation avec les investisseurs 174 273 366 070 Frais généraux et entretien 196 700 75 525 Administration 82 093 41 484 Frais fiduciaire 21 282 36 798 Loyer 111 100 15 500 Assurances et taxes 53 363 27 147 Dépréciation d'actifs d'exploration et d'évaluation 22 688 407 823 Amortissement des immobilisations corporelles 215 931 71 892 Perte opérationnelle (1631 876) (3 994 636) Autres gains ou (pertes) Revenus d'intérêts 44 009 113 422 Charges financières (95 487) (39 155) Autres gains ou (pertes) 45 287 - Gain sur la cession d'actifs d'exploration et d'évaluation 14 953 - Perte de valeur non réalisée du placement dans une entreprise cotée (21 000)	Exploration et évaluation, net des crédits d'impôt	20	712 164	1 792 899
Rémunération à base d'actions 204 630 728 997 Honoraires professionnels 83 702 177 968 Publicité, marketing et relation avec les investisseurs 174 273 366 070 Frais généraux et entretien 196 700 75 525 Administration 82 093 41 484 Frais fiduciaire 21 282 36 798 Loyer 11 100 15 500 Assurances et taxes 53 363 27 147 Dépréciation d'actifs d'exploration et d'évaluation 22 688 407 823 Amortissement des immobilisations corporelles 215 931 71 892 Perte opérationnelle (1 631 876) (3 994 636) Autres gains ou (pertes) 45 287 - Revenus d'intérêts 44 009 113 422 Charges financières (95 487) (39 155) Autres revenus 45 287 - Gain sur la cession d'actifs d'exploration et d'évaluation 14 953 - Perte de valeur non réalisée du placement dans une entreprise cotée (21 000) - Perte nette avant impôt sur les bénéfices (1 645 2	Coûts des produits vendus		399 088	107 006
Honoraires professionnels	Salaires et charges sociales	19	713 696	486 340
Publicité, marketing et relation avec les investisseurs 174 273 366 070 Frais généraux et entretien 196 700 75 525 Administration 82 093 41 484 Frais fiduciaire 21 282 36 798 Loyer 11 100 15 500 Assurances et taxes 53 363 27 147 Dépréciation d'actifs d'exploration et d'évaluation 22 688 407 823 Amortissement des immobilisations corporelles 215 931 71 892 Perte opérationnelle (1 631 876) (3 994 636) Autres gains ou (pertes) 2 44 009 113 422 Charges financières 44 009 113 422 113 422 Charges financières (95 487) (39 155) 150 Autres revenus 45 287 - - Gain sur la cession d'actifs d'exploration et d'évaluation 14 953 - Perte de valeur non réalisée du placement dans une entreprise cotée (21 000) - Perte sur disposition d'immobilisations corporelles (1 151) - Perte nette avant impôt sur les bénéfices (1 645 265)<	Rémunération à base d'actions		204 630	728 997
Frais généraux et entretien 196 700 75 525 Administration 82 093 41 484 Frais fiduciaire 21 282 36 798 Loyer 111 00 15 500 Assurances et taxes 53 363 27 147 Dépréciation d'actifs d'exploration et d'évaluation 22 688 407 823 Amortissement des immobilisations corporelles 215 931 71 892 Perte opérationnelle (1 631 876) (3 994 636) Autres gains ou (pertes) Value of the company of th	Honoraires professionnels		83 702	177 968
Frais généraux et entretien 196 700 75 525 Administration 82 093 41 484 Frais fiduciaire 21 282 36 798 Loyer 111 00 15 500 Assurances et taxes 53 363 27 147 Dépréciation d'actifs d'exploration et d'évaluation 22 688 407 823 Amortissement des immobilisations corporelles 215 931 71 892 Perte opérationnelle (1 631 876) (3 994 636) Autres gains ou (pertes) Value of the company of th	Publicité, marketing et relation avec les investisseurs		174 273	366 070
Frais fiduciaire 21 282 36 798 Loyer 11 100 15 500 Assurances et taxes 53 363 27 147 Dépréciation d'actifs d'exploration et d'évaluation 22 688 407 823 Amortissement des immobilisations corporelles 21 5931 71 892 Perte opérationnelle (1 631 876) (3 994 636) Autres gains ou (pertes) 8 44 009 113 422 Charges financières (95 487) (39 155) Autres revenus (95 487) (39 155) Autres revenus (95 487) - Cain sur la cession d'actifs d'exploration et d'évaluation 14 953 - Perte de valeur non réalisée du placement dans une entreprise cotée (21 000) - Perte sur disposition d'immobilisations corporelles (1 151) - Perte nette avant impôt sur les bénéfices (1 645 265) (3 920 369) Impôts courants (90) - Recouvrement d'impôt différé 22 142 353 373 949 Perte nette et globale (1 503 002) (3 546 420) Pombre moyen pondéré d'act	Frais généraux et entretien		196 700	75 525
Loyer 11 100 15 500 Assurances et taxes 53 363 27 147 Dépréciation d'actifs d'exploration et d'évaluation 22 688 407 823 Amortissement des immobilisations corporelles 215 931 71 892 Perte opérationnelle (1 631 876) (3 994 636) Autres gains ou (pertes) *** *** Revenus d'intérêts 44 009 113 422 Charges financières (95 487) (39 155) Autres revenus 45 287 - Gain sur la cession d'actifs d'exploration et d'évaluation 14 953 - Perte de valeur non réalisée du placement dans une entreprise cotée (21 000) - Perte sur disposition d'immobilisations corporelles (1 151) - Perte nette avant impôt sur les bénéfices (1 645 265) (3 920 369) Impôts courants (90) - Recouvrement d'impôt différé 22 142 353 373 949 Perte nette et globale (1 503 002) (3 546 420) Porte de base et diluée par action (0,04) (0,04)	Administration		82 093	41 484
Assurances et taxes 53 363 27 147 Dépréciation d'actifs d'exploration et d'évaluation 22 688 407 823 Amortissement des immobilisations corporelles 215 931 71 892 Perte opérationnelle (1 631 876) (3 994 636) Autres gains ou (pertes) 8 44 009 113 422 Charges financières (95 487) (39 155) Autres revenus 45 287 - Gain sur la cession d'actifs d'exploration et d'évaluation 14 953 - Perte de valeur non réalisée du placement dans une entreprise cotée (21 000) - Perte sur disposition d'immobilisations corporelles (1 151) - Perte nette avant impôt sur les bénéfices (1 645 265) (3 920 369) Impôts courants (90) - Recouvrement d'impôt différé 22 142 353 373 949 Perte nette et globale (1 503 002) (3 546 420) Perte de base et diluée par action (0,02) (0,04) Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base (0,02) (0,04)	Frais fiduciaire		21 282	36 798
Dépréciation d'actifs d'exploration et d'évaluation 22 688 407 823 Amortissement des immobilisations corporelles 215 931 71 892 Perte opérationnelle (1 631 876) (3 994 636) Autres gains ou (pertes) 8 44 009 113 422 Charges financières (95 487) (39 155) 45 287 - Gain sur la cession d'actifs d'exploration et d'évaluation 14 953 - - Perte de valeur non réalisée du placement dans une entreprise cotée (21 000) - - Perte sur disposition d'immobilisations corporelles (1 151) - Perte nette avant impôt sur les bénéfices (1 645 265) (3 920 369) Impôts courants (90) - Recouvrement d'impôt différé 22 142 353 373 949 Perte nette et globale (1 503 002) (3 546 420) Perte de base et diluée par action (0,02) (0,04) Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base (0,02) (0,04)	Loyer		11 100	15 500
Amortissement des immobilisations corporelles 215 931 71 892 Perte opérationnelle (1 631 876) (3 994 636) Autres gains ou (pertes) Revenus d'intérêts 44 009 113 422 Charges financières (95 487) (39 155) Autres revenus 45 287 - Gain sur la cession d'actifs d'exploration et d'évaluation 14 953 - Perte de valeur non réalisée du placement dans une entreprise cotée (21 000) - Perte sur disposition d'immobilisations corporelles (1 151) - Perte nette avant impôt sur les bénéfices (1 645 265) (3 920 369) Impôts courants (90) - Recouvrement d'impôt différé 22 142 353 373 949 Perte nette et globale (1 503 002) (3 546 420) Perte de base et diluée par action (0,02) (0,04) Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base	Assurances et taxes		53 363	27 147
Amortissement des immobilisations corporelles 215 931 71 892 Perte opérationnelle (1 631 876) (3 994 636) Autres gains ou (pertes) Revenus d'intérêts 44 009 113 422 Charges financières (95 487) (39 155) Autres revenus 45 287 - Gain sur la cession d'actifs d'exploration et d'évaluation 14 953 - Perte de valeur non réalisée du placement dans une entreprise cotée (21 000) - Perte sur disposition d'immobilisations corporelles (1 151) - Perte nette avant impôt sur les bénéfices (1 645 265) (3 920 369) Impôts courants (90) - Recouvrement d'impôt différé 22 142 353 373 949 Perte nette et globale (1 503 002) (3 546 420) Perte de base et diluée par action (0,02) (0,04) Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base	Dépréciation d'actifs d'exploration et d'évaluation		22 688	407 823
Autres gains ou (pertes) Revenus d'intérêts 44 009 113 422 Charges financières (95 487) (39 155) Autres revenus 45 287 - Gain sur la cession d'actifs d'exploration et d'évaluation 14 953 - Perte de valeur non réalisée du placement dans une entreprise cotée (21 000) - Perte sur disposition d'immobilisations corporelles (1151) - Perte nette avant impôt sur les bénéfices (1645 265) (3 920 369) Impôts courants (90) - Recouvrement d'impôt différé 22 142 353 373 949 Perte nette et globale (1 503 002) (3 546 420) Perte de base et diluée par action (0,02) (0,04) Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base			215 931	71 892
Revenus d'intérêts 44 009 113 422 Charges financières (95 487) (39 155) Autres revenus 45 287 - Gain sur la cession d'actifs d'exploration et d'évaluation 14 953 - Perte de valeur non réalisée du placement dans une entreprise cotée (21 000) - Perte sur disposition d'immobilisations corporelles (1 151) - Perte nette avant impôt sur les bénéfices (1 645 265) (3 920 369) Impôts courants (90) - Recouvrement d'impôt différé 22 142 353 373 949 Perte nette et globale (1 503 002) (3 546 420) Perte de base et diluée par action (0,02) (0,04) Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base (0,04)	Perte opérationnelle		(1 631 876)	(3 994 636)
Revenus d'intérêts 44 009 113 422 Charges financières (95 487) (39 155) Autres revenus 45 287 - Gain sur la cession d'actifs d'exploration et d'évaluation 14 953 - Perte de valeur non réalisée du placement dans une entreprise cotée (21 000) - Perte sur disposition d'immobilisations corporelles (1 151) - Perte nette avant impôt sur les bénéfices (1 645 265) (3 920 369) Impôts courants (90) - Recouvrement d'impôt différé 22 142 353 373 949 Perte nette et globale (1 503 002) (3 546 420) Perte de base et diluée par action (0,02) (0,04) Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base (0,04)	Autres gains ou (nertes)			
Charges financières (95 487) (39 155) Autres revenus 45 287 - Gain sur la cession d'actifs d'exploration et d'évaluation 14 953 - Perte de valeur non réalisée du placement dans une entreprise cotée (21 000) - Perte sur disposition d'immobilisations corporelles (1 151) - Perte nette avant impôt sur les bénéfices (1 645 265) (3 920 369) Impôts courants (90) - Recouvrement d'impôt différé 22 142 353 373 949 Perte nette et globale (1 503 002) (3 546 420) Perte de base et diluée par action (0,02) (0,04) Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base (0,02) (0,04)	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·		44 009	113 422
Autres revenus 45 287 - Gain sur la cession d'actifs d'exploration et d'évaluation 14 953 - Perte de valeur non réalisée du placement dans une entreprise cotée (21 000) - Perte sur disposition d'immobilisations corporelles (1 151) - Perte nette avant impôt sur les bénéfices (1 645 265) (3 920 369) Impôts courants (90) - Recouvrement d'impôt différé 22 142 353 373 949 Perte nette et globale (1 503 002) (3 546 420) Perte de base et diluée par action (0,02) (0,04) Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base				
Gain sur la cession d'actifs d'exploration et d'évaluation Perte de valeur non réalisée du placement dans une entreprise cotée (21 000) - Perte sur disposition d'immobilisations corporelles (1 151) - Perte nette avant impôt sur les bénéfices (1 645 265) (3 920 369) Impôts courants (90) - Recouvrement d'impôt différé 22 142 353 373 949 Perte nette et globale (1 503 002) (3 546 420) Perte de base et diluée par action (0,02) (0,04) Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base	_		` ,	(00 100)
Perte de valeur non réalisée du placement dans une entreprise cotée (21 000) - Perte sur disposition d'immobilisations corporelles (1 151) - (13 389) 74 267 Perte nette avant impôt sur les bénéfices (1 645 265) (3 920 369) Impôts courants (90) - Recouvrement d'impôt différé 22 142 353 373 949 Perte nette et globale (1 503 002) (3 546 420) Perte de base et diluée par action (0,02) (0,04) Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base				_
entreprise cotée Perte sur disposition d'immobilisations corporelles (1 151) - (13 389) 74 267 Perte nette avant impôt sur les bénéfices (1 645 265) Impôts courants (90) Recouvrement d'impôt différé 22 142 353 373 949 Perte nette et globale (1 503 002) Perte de base et diluée par action Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base	·		14 000	
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles (1 151) - (13 389) 74 267 Perte nette avant impôt sur les bénéfices (1 645 265) (3 920 369) Impôts courants (90) - Recouvrement d'impôt différé 22 142 353 373 949 Perte nette et globale (1 503 002) (3 546 420) Perte de base et diluée par action Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base			(21 000)	_
Perte nette avant impôt sur les bénéfices (1 645 265) (3 920 369) Impôts courants (90) - Recouvrement d'impôt différé 22 142 353 373 949 Perte nette et globale (1 503 002) (3 546 420) Perte de base et diluée par action (0,02) (0,04) Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base	·		, ,	-
Impôts courants (90) - Recouvrement d'impôt différé 22 142 353 373 949 Perte nette et globale (1 503 002) (3 546 420) Perte de base et diluée par action (0,02) (0,04) Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base			(13 389)	74 267
Recouvrement d'impôt différé22142 353373 949Perte nette et globale(1 503 002)(3 546 420)Perte de base et diluée par action Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base(0,02)(0,04)	Perte nette avant impôt sur les bénéfices		(1 645 265)	(3 920 369)
Recouvrement d'impôt différé22142 353373 949Perte nette et globale(1 503 002)(3 546 420)Perte de base et diluée par action Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base(0,02)(0,04)	Impôts courants		(90)	-
Perte nette et globale (1 503 002) (3 546 420) Perte de base et diluée par action Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base	·	22		373 949
Perte de base et diluée par action (0,02) (0,04) Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base	Perte nette et globale		(1 503 002)	(3 546 420)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base	Perte de base et diluée par action		(0.02)	(0.04)
·	·		(3,32)	(3,01)
	·		92 004 232	84 180 569

Exploration Kintavar Inc. États consolidés des variations des capitaux propres Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

	Note	Nombre d'actions en circulation	Capital- actions	Bons de souscrip- tion	Options de courtiers	Options d'achat d'actions	Surplus d'apport	Déficit	Total des capitaux propres
			\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} janvier 2020		91 199 324	17 391 097	1 040 101	40 830	1 648 054	87 155	(11 679 027)	8 528 210
Perte et résultat global de la période		-	-	-	-	-	-	(1 503 002)	(1 503 002)
Actions émises dans le cadre d'un placement									
privé, net des frais d'émission	15	7 112 500	536 441	-	10 020	-	-	-	546 461
Actions accréditives émises dans le cadre d'un									
placement privé, net des frais d'émission	15	7 617 310	789 957	-	-	-	-	-	789 957
 Moins la prime 		-	(218 245)	-	-	-	-	-	(218 245)
Rémunération à base d'actions	18	-	-	-	-	204 630	-	-	204 630
Options expirées		-	-	-	-	(132 870)	132 870	-	-
Bons de souscription expirés		-	-	(1 040 101) -	-	1 040 101	-	-
Options de courtier expirés		-	-	-	(40 830)	-	40 830	-	-
Solde au 31 décembre 2020		105 929 134	18 499 250	-	10 020	1 719 814	1 300 956	(13 182 029)	8 348 011

Exploration Kintavar Inc. États consolidés des variations des capitaux propres Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

	Note	Nombre d'actions en circulation	Capital- actions	Bons de souscription	Options de courtiers	Options d'achat d'actions	Surplus d'apport	Déficit	Total des capitaux propres
			\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1er janvier 2019		80 236 127	15 481 922	1 174 607	50 259	945 835	4 176	(8 132 607)	9 524 192
Perte nette et globale de la période		-	-	-	-	-	-	(3 546 420)	(3 546 420)
Actions émises dans le cadre d'une acquisition d'entreprise		3 125 000	593 750	_	_	-	-	-	593 750
Actions accréditives émises dans le cadre d'un placement									
privé		6 000 000	1 200 000	-	-	-	-	-	1 200 000
 Moins la prime 		-	(300 000)	-					(300 000)
Exercice d'options d'achat d'actions		30 000	7 320	-	-	(3 120)	-	-	4 200
Exercice de bons de souscription		1 767 696	399 663	(82 277)	-	-	-	-	317 386
Exercice d'options de courtiers		40 501	8 442	-	(2 337)	-	-	-	6 105
Rémunération à base d'actions		-	-	-	-	728 997	-	-	728 997
Options expirées		-	-	-	-	(23 658)	23 658	-	-
Bons de souscription expirés		-	-	(52 229)	-	-	52 229	-	-
Options de courtiers expirées		-	-	-	(7 092)	-	7 092	-	-
Solde au 31 décembre 2019		91 199 324	17 391 097	1 040 101	40 830	1 648 054	87 155	(11 679 027)	8 528 210

Exploration Kintavar Inc.Tableaux consolidés des flux de trésorerie Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

	Note	2020	2019
		\$	\$
Activités d'exploitation		()	(
Perte nette pour la période		(1 503 002)	(3 546 420)
Ajustements pour :			
Intérêts courus sur les placements		(4 208)	(24 178)
Rémunération à base d'actions		204 630	728 997
Amortissement des immobilisations corporelles		215 931	71 892
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles		1 151	-
Gain sur la cession d'actifs d'exploration et d'évaluation		(14 953)	-
Dépréciation d'actifs d'exploration et d'évaluation	8	22 688	407 823
Recouvrement d'impôt différé	22	(142 353)	(373 949)
Gain sur radiation d'obligation locative		-	(4 537)
Perte de valeur non réalisée du placement dans une entreprise			
cotée		21 000	-
Autres gains d'exploitation		(47 384)	-
Désactualisation de la dette à long-terme		888	-
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	23	(332942)	252 305
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		(1 578 554)	(2 488 067)
Activités d'investissement			
Acquisition d'entreprise, net de la trésorerie et équivalents de			
trésorerie acquise	4	-	(1 795 854)
Acquisition de placements		(150 000)	-
Disposition et encaissement de placement à échéance		-	5 000 000
Additions aux actifs d'exploration et d'évaluation		(6 437)	(67 947)
Paiement d'option reçu sur actif d'exploration et d'évalutaion		75 000	-
Acquisition d'immobilisations corporelles		(168 668)	(157 650)
Disposition d'immobilisations corporelles		8 500	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(241 605)	2 978 549
Activités de financement		()	()
Réduction du découvert bancaire		(30 472)	(2 517)
Placements privés	15	569 000	-
Placements privés accréditifs	15	827 630	1 200 000
Frais d'émission d'actions		(60 212)	-
Exercice d'options		-	4 200
Exercice d'options de courtier		-	6 105
Exercice de bons de souscription		-	317 386
Augmentation de la dette à long-terme		120 000	1 000 000
Remboursement de la dette à long-terme		(67 692)	(31 912)
Remboursement des obligations locatives		(1 500)	(3 008)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		1 356 754	2 490 254
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(463 405)	2 980 736
Trésorerie et équivalents de trésorerie - au début		4 106 580	1 125 844
Trésorerie et équivalents de trésorerie - à la fin		3 643 175	4 106 580
Treservine et equivalente de treservine - a la IIII		J UTJ 17J	7 100 300

Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

1. NATURE DES ACTIVITÉS

Exploration Kintavar Inc. (la « Société ») a été constituée le 24 mars 2017, à la suite de l'émission d'un certificat de fusion, en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec) et est engagée dans l'acquisition, l'exploration et l'évaluation de propriétés minières au Canada. Les actions ordinaires classe A (« Actions ») de la Société sont inscrites à la Bourse de croissance TSX (la «Bourse») sous le symbole KTR. Le siège social et sa principale place d'affaires sont le 75, boulevard de Mortagne, Boucherville (Québec), Canada, J4B 6Y4.

La Société n'a pas encore déterminé si les propriétés minières renferment des réserves de minerai pouvant être exploitées économiquement. La récupération du coût des propriétés minières dépend de la capacité de la Société à obtenir du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration et l'évaluation de ses propriétés minières.

Les présents états financiers consolidés audités (les « États Financiers ») ont été établis conformément aux principes comptables valables dans un contexte de continuité d'exploitation qui prévoit que la Société sera en mesure de réaliser ses actifs et d'acquitter ses dettes dans le cours normal de ses activités. En 2020, la Société a enregistré une perte nette de 1 540 855 \$ (3 546 420 \$ en 2019) et a accumulé un déficit de 13 219 882 \$ (11 679 027 \$ en 2019). Au 31 décembre 2020, la Société disposait d'un fonds de roulement de 4 072 209 \$ (4 159 328 \$ au 31 décembre 2019).

La direction est d'avis que la Société dispose de fonds suffisants pour payer ses dépenses générales et administratives courantes, pour engager les dépenses d'exploration et d'évaluation prévues, pour opérer la pourvoirie et pour honorer ses passifs, obligations et engagements existants dans les douze (12) mois à venir lorsqu'ils seront exigibles. Bien que la direction ait déjà réussi à obtenir du financement par le passé, rien ne garantit qu'elle y parviendra à l'avenir ni que ces sources de financement ou ces mesures seront offertes à la Société ou qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour cette dernière.

Depuis le mois de mars 2020, la pandémie de COVID-19 a eu un impact significatif sur le marché financier mondial ainsi que sur le prix de plusieurs métaux dont le cuivre, principale ressource du portfolio de projets de la Société. La Société continue de surveiller et d'évaluer l'impact sur ses activités d'exploration et sur l'exploitation de la pourvoirie. L'impact potentiel est incertain et il est difficile de mesurer de manière fiable l'étendue de l'effet de la pandémie de COVID-19 sur les résultats financiers futurs.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

2.1 Déclaration de conformité

Les présents États Financiers ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« *International Financial Reporting Standards* » ou les « *IFRS* ») telles qu'elles sont publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« IASB »).

Les États Financiers ont été approuvés lors du Conseil d'administration du 27 avril 2021.

2.2 Base d'évaluation

Les États Financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique à l'exception de certains actifs à la juste valeur. La Société a choisi de présenter le résultat net et résultat global dans un seul état financier.

Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

2.3 Nouvelles normes comptables

Modification d'IAS 1 Présentation des états financiers

L'IASB a apporté des modifications à IAS 1 Présentation des états financiers qui uniformisent la définition de caractère significatif dans toutes les IFRS et le Cadre conceptuel de l'information financière, clarifient le moment où les informations sont significatives et intègrent certaines des indications d'IAS 1 sur les informations non significatives. Plus précisément, les modifications clarifient que l'information est significative si l'omission, la fausse déclaration ou l'obscurcissement peut raisonnablement influencer les décisions que les principaux utilisateurs d'états financiers à usage général prennent en se fondant sur ces états financiers. Le caractère significatif dépend de la nature ou de l'ampleur de l'information, ou des deux. Une entité évalue si une information, individuelle ou combinée à d'autres informations, est significative dans le contexte de ses états financiers pris dans leur ensemble. La Société a adopté IAS 1 le 1er janvier 2020, mais celle-ci n'a pas eu d'incidence importante sur les informations à fournir dans les états financiers consolidés.

2.4 Mode de consolidation

Les États Financiers de la Société comprennent ses comptes et ceux de sa filiale Pourvoirie Fer à Cheval (« la Pourvoirie ») détenue à 100% et acquise le 1^{er} août 2019. Le contrôle s'entend du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin de tirer des avantages de ses activités. La totalité des transactions, des soldes, des produits et des charges intragroupes sont éliminés lors de la consolidation.

2.5 Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les États Financiers sont présentés en dollars canadiens, qui est la monnaie fonctionnelle de la Société.

2.6 Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif financier sont expirés, ou lorsque l'actif financier et tous les risques et avantages importants ont été transférés. Un passif financier est décomptabilisé en cas d'extinction, de résiliation, d'annulation ou d'expiration.

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur. Si l'actif financier n'est pas ultérieurement comptabilité à la juste valeur par le biais du résultat net, alors l'évaluation initiale inclut les frais de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou la génération de l'actif. Lors de la comptabilisation initiale, la Société classe ses instruments financiers dans les catégories suivantes, selon les fins pour lesquelles les instruments ont été acquis.

Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Au coût amorti:

Les actifs financiers au coût amorti sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui se composent exclusivement de paiements de capital et d'intérêt détenus dans le cadre d'un modèle d'affaires dont le but est de percevoir ces montants. Les actifs financiers au coût amorti sont initialement comptabilisés au montant qu'il est prévu de recevoir moins, lorsqu'elle est significative, une décote pour les ramener à la juste valeur. Ultérieurement, les actifs financiers au coût amorti sont évalués en utilisant la méthode du taux d'intérêt en vigueur, diminué d'une provision pour les pertes anticipées. La trésorerie et équivalents de trésorerie, les placements et les comptes débiteurs sont classés dans cette catégorie.

À la juste valeur par le biais du résultat net :

Les placements en titres de capitaux propres sont ultérieurement évalués à la juste valeur et les variations sont comptabilisées en résultat net. La catégorie comprend les titres négociables d'une société d'exploration minière cotée. Cet instrument est évalué à la juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat net. La juste valeur est déterminée en fonction des cours boursiers.

b) Passifs financiers

Au coût amorti

Les comptes créditeurs et charges à payer sont initialement comptabilisés au montant devant être payé moins, lorsqu'elle est significative, une décote pour ramener ce montant à la juste valeur. Ultérieurement, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

c) Dépréciation d'actifs financiers

Au coût amorti:

La perte attendue représente l'écart entre le coût amorti de l'actif financier et la valeur actuelle des futurs flux de trésorerie anticipés, actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'instrument. La valeur comptable de l'actif est réduite de ce montant soit directement, soit indirectement par le biais d'un compte de correction de valeur. Les provisions pour les pertes anticipées sont ajustées à la hausse ou à la baisse lors des périodes ultérieures si le montant de la perte anticipée augmente ou diminue.

2.7 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend l'encaisse, les soldes en banque et des placements liquides à court terme dont l'échéance originale est d'au plus trois mois ou encaissables en tout temps sans pénalité.

2.8 Crédits d'impôt et droits miniers à recevoir

La Société a droit à des crédits d'impôt remboursables sur les frais admissibles engagés et à des crédits de droits remboursables sur les pertes selon la Loi concernant les droits sur les mines. Ces crédits sont imputés en réduction des frais d'exploration et d'évaluation engagés. Étant donné que la Société a l'intention de réaliser la valeur de ses actifs et de ses dettes à travers la vente de ses actifs d'exploration et d'évaluation, l'impôt différé a été calculé en conséquence.

2.9 Placements courants

La Société considère que les placements courants sont ceux dont la durée au moment de l'achat est de plus de 90 jours, mais moins d'un an.

Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

2.10 Inventaire

L'inventaire se compose d'essence, de nourriture, de boisson, de matériel d'entretien ménager et de matériel promotionnel qui seront utilisés pour la vente de produits ou la prestation de services futurs à la pourvoirie. L'inventaire est évalué au moindre du coût et de la valeur réalisable nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen.

2.11 Dépenses d'exploration et d'évaluation

Les actifs d'exploration et d'évaluation (« E&E ») comprennent les droits dans des propriétés d'exploration, payés ou acquis par un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs. Les droits miniers sont comptabilisés au coût d'acquisition moins les dévaluations accumulées. Les droits miniers et les options pour acquérir des participations indivises dans des droits miniers sont amortis uniquement lorsque ces propriétés sont mises en production.

Les dépenses d'E&E comprennent les coûts liés à la recherche initiale de gisements ayant un potentiel économique ou pour obtenir plus d'information sur les dépôts minéralisés existants. Les dépenses d'E&E comprennent aussi les coûts associés à la prospection, à l'échantillonnage, à l'excavation de tranchées, au forage et à d'autres travaux nécessaires à la recherche de minerai tel que les études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques. Les dépenses relatives aux activités d'E&E sont passées en charges lorsqu'elles sont engagées.

Les dépenses d'E&E reflètent les coûts liés à l'établissement de la viabilité technique et commerciale de l'extraction d'une ressource minérale identifiée par l'exploration ou acquise dans le cadre d'un regroupement d'entreprises ou d'une acquisition d'actifs. Les dépenses d'E&E incluent le coût pour :

- établir le volume et la teneur des gisements par des activités de forage de carottes, d'excavation de tranchées et d'échantillonnage dans un gisement qui est classé comme étant une ressource minérale ou une réserve prouvée et probable;
- déterminer les méthodes optimales d'extraction et les procédés métallurgiques et de traitement, incluant le procédé de séparation pour les propriétés minières de la Société;
- les études relatives à l'arpentage, au transport et aux besoins d'infrastructures;
- les activités relatives aux permis; et
- les évaluations économiques visant à déterminer si le développement de la matière minéralisée est commercialement justifié, y compris des études d'évaluation préliminaire, de préfaisabilité et de faisabilité finale.

Les dépenses d'E&E seront comptabilisées à l'état des résultats jusqu'à ce que la faisabilité technique et la viabilité commerciale du futur développement de la propriété soient établies, et que ce développement reçoive l'approbation du conseil d'administration, à ce moment le projet minier entre en phase de développement

Les dépenses d'E&E comprennent les frais généraux directement attribuables aux activités afférentes.

Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Cession d'intérêt relativement à des conventions d'option

La Société peut acquérir ou vendre une propriété conformément aux modalités d'une entente d'option. Compte tenu du fait que les options sont exercées entièrement à la discrétion du détenteur de l'option, les montants à payer ou à recevoir ne sont pas comptabilisés. Les paiements d'option sont comptabilisés lorsque versés ou reçus. Lors de cessions d'intérêt relativement à des conventions d'option, la Société ne comptabilise pas les dépenses d'exploration et d'évaluation engagées sur les propriétés par l'acquéreur. De plus, les contreparties reçues en trésorerie ou en actions de l'acquéreur sont portées dans l'ordre en diminution de la valeur comptable des dépenses capitalisées auparavant, de la valeur comptable des dépenses d'exploration et d'évaluation au résultat net, tout excédent étant comptabilisé comme un gain sur la cession d'actifs d'exploration et d'évaluation en résultat net.

2.12 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les frais qui sont directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Les éléments de coût ultérieurs sont compris dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés à titre d'actif distinct, s'il y a lieu, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'actif iront à la Société et que le coût peut être évalué de façon fiable.

La valeur comptable d'une immobilisation remplacée est décomptabilisée lors du remplacement. Les frais de réparation et d'entretien sont comptabilisés en charges dans l'état des résultats et du résultat global au cours de la période où ils sont engagés.

L'amortissement est calculé pour amortir les coûts des immobilisations corporelles, moins leurs valeurs résiduelles, sur leurs durées de vie utile, selon la méthode linéaire et les périodes indiquées ci-dessous pour les grandes catégories :

Matériel roulant

Actifs au titre des droits d'utilisation

Sentiers de pourvoirie

Linéaire 20 ans

Ligne électrique

Frayères

Équipements

Linéaire 20 ans

La charge d'amortissement de chaque période est comptabilisée dans l'état des résultats. Dans le cas où certaines immobilisations corporelles liées à des activités d'exploration et d'évaluation d'un projet n'ayant pas atteint la phase pour laquelle la Société capitalise ses dépenses d'exploitation et d'exploration, la dépense d'amortissement est incluse dans l'état des résultats. L'amortissement d'un actif cesse lorsqu'il est classé comme étant détenu en vue de la vente (ou inclus dans un groupe destiné à être cédé qui est classé comme étant détenu en vue de la vente) ou lorsqu'il est décomptabilisé. Par conséquent, l'amortissement ne cesse pas lorsque l'actif est laissé inutilisé ou mis hors service, sauf si l'actif est entièrement amorti.

La valeur résiduelle, le mode d'amortissement et la durée de vie utile de chacun des actifs sont revus annuellement et ajustés si nécessaire. Les gains et les pertes découlant de la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le produit de cession à la valeur comptable de l'actif et sont présentés dans l'état des résultats.

Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

2.13 Contrats de location

La Société loue certains équipements. Les contrats de location sont normalement pour des périodes fixes. Les conditions de location sont négociées sur une base individuelle et contiennent une grande variété de conditions.

Les contrats de location de plus de douze mois et pour les autres contrats de location que ceux dont les biens sous-jacents sont de faible valeur, sont reconnus comme un droit d'utilisation avec l'obligation locative correspondante à la date où l'actif loué est prêt à être utilisé par la Société. Chaque paiement de location est alloué entre l'obligation locative et les charges financières. Les charges financières sont enregistrées à l'état du résultat sur la durée du contrat de location de façon à produire un taux d'intérêt périodique constant sur la balance résiduelle de l'obligation locative pour chaque période. Le droit d'utilisation est amorti linéairement sur la période la plus courte entre la durée de vie utile et la durée du contrat de location.

Les paiements liés aux contrats de location à court terme et contrats de location dont les biens sousjacents sont de faible valeur sont comptabilisés linéairement en charge à l'état du résultat. Les biens de faible valeur comprennent les équipements de technologie d'information et d'exploration ainsi que des petits équipements de bureau.

2.14 Dévaluation des actifs non financiers

Les actifs d'E&E sont révisés, par zone d'intérêt, pour dévaluation s'il existe des indications à l'effet que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Si de telles indications sont présentes, le montant recouvrable de l'actif est estimé afin de déterminer si une dévaluation existe. Lorsque l'actif ne génère pas de flux de trésorerie qui sont indépendants des autres actifs, la Société estime le montant recouvrable du groupe d'actifs (« CGU ») auquel l'actif en question appartient.

Le montant recouvrable d'un actif correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur moins le coût de vente et la valeur d'utilisation. Pour évaluer la valeur d'utilisation, les futurs flux de trésorerie estimatifs sont escomptés à leur valeur actualisée en utilisant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'évaluation actuelle du marché de la valeur temporelle monétaire et les risques spécifiques à l'actif pour leguel les futurs flux de trésorerie estimatifs n'ont pas été ajustés.

Si le montant recouvrable estimatif d'un actif (« CGU ») ou d'un groupe d'actifs est inférieur à sa valeur comptable, alors la valeur comptable est réduite au montant recouvrable. Une dévaluation est immédiatement constatée à l'état du résultat global. Lorsqu'une dévaluation se résorbe par la suite, la valeur comptable est augmentée au montant recouvrable révisé estimatif, mais uniquement dans la mesure où il ne dépasse pas la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune dévaluation n'avait d'abord été constatée. Un renversement est constaté en réduction de la charge de dépréciation pour la période.

2.15 Revenus reportés

Les montants reçus ou à recevoir avant la prestation des services sont classés dans les produits reportés. Les produits reportés incluent la partie des montants reçus ou facturés sur les forfaits de chasse et pêche pour lesquels les services n'ont pas encore été rendus. Comme la période de dépôt provenant de clients ne dépasse jamais 12 mois, la totalité des revenus reportés est classée comme passif courant.

Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

2.16 Constatation des produits

Les produits se composent des honoraires de gestion de projets ainsi que des revenus tirés de la vente de forfaits de pourvoirie et la vente de biens connexes tels que le matériel promotionnel, essence, permis de chasse et pêche, nourriture et boisson.

Les honoraires de gestion de projets reçus lorsque la Société est l'opérateur sont constatés à l'état du résultat global au fur et à mesure que les travaux d'exploration rechargés aux partenaires sont encourus.

Les produits tirés de la vente de forfaits sont comptabilisés à mesure que les services sont rendus. Les produits tirés de la vente de biens sont comptabilisés lorsque le contrôle est transféré au client, ce qui se réalise à la livraison du produit.

Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue.

2.17 Subventions gouvernementales

La Société et sa filiale ont reçu une aide financière dans le cadre de la subvention salariale d'urgence du Canada offerte par le gouvernement fédéral en réponse au ralentissement économique lié à la COVID-19. Les subventions sont initialement comptabilisées comme autres montants à recevoir lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'elles seront reçues et que la Société respectera les conditions liées aux subventions. Ces subventions sont reconnues comme une réduction des dépenses connexes, soit les salaires et charges sociales ou les salaires et charges sociales incluent dans les dépenses d'exploration et d'évaluation.

2.18 Impôt sur le bénéfice

Les impôts sur les résultats ou la perte pour les périodes présentées comprennent les impôts exigibles et les impôts différés. L'impôt est constaté sur le résultat ou la perte sauf dans la mesure où il est lié à des éléments constatés directement dans les capitaux propres, auquel cas il est constaté dans les capitaux propres.

La charge d'impôts exigibles correspond au montant d'impôts payables prévu sur les bénéfices imposables pour l'exercice, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la fin de la période, ajustée pour les modifications aux impôts payables à l'égard des exercices précédents. La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations de revenus en ce qui a trait aux situations où la réglementation fiscale applicable est sujette à interprétation. Elle établit des provisions lorsqu'approprié en se fondant sur les montants qu'elle s'attend devoir payer aux autorités fiscales.

Les impôts différés sont comptabilisés à l'aide de la méthode du passif au bilan, en tenant compte des écarts temporaires entre la valeur fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les états financiers. Les écarts temporaires ne sont pas considérés, s'ils découlent de la constatation initiale d'un écart d'acquisition ou de la constatation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui au moment de la transaction n'affecte ni le profit ou la perte comptable ni fiscale. Le montant des impôts différés considéré reflète la façon de recouvrer ou régler la valeur comptable anticipée des actifs et des passifs, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de présentation de la situation financière.

Un actif d'impôts différés est constaté uniquement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible de façon que l'actif puisse être utilisé.

Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Les actifs et les passifs d'impôts différés sont présentés comme non exigibles et sont compensés lorsqu'un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôts exigibles contre les passifs d'impôts exigibles existe et lorsque les actifs et les passifs d'impôts différés ont trait à des impôts perçus par la même autorité fiscale, soit à l'égard de la même entité taxable ou de différentes entités taxables lorsqu'il y a intention d'acquitter le montant net des soldes.

2.19 Capitaux propres

Le capital social représente le montant reçu à l'émission des actions. Les bons de souscription représentent l'allocation du montant reçu à l'émission d'unités ainsi que la charge comptabilisée pour les options de courtiers liés à des financements.

Le surplus d'apport inclut les charges reliées aux options sur actions jusqu'à l'exercice de ces options et les bons de souscription expirés et non exercés. Le déficit comprend l'ensemble des profits et pertes non distribués de la période en cours et des périodes antérieures et les frais d'émission d'actions.

Le produit d'un placement d'unités est réparti entre les actions et les bons de souscription en utilisant la méthode de la valeur résiduelle.

Les frais relatifs à l'émission d'actions et de bons de souscription sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés en déduction des capitaux propres dans l'exercice au cours duquel les actions sont émises.

2.20 Titres accréditifs

La Société finance certains frais d'E&E au moyen de l'émission d'actions accréditives. Les déductions fiscales de dépenses relatives aux ressources sont renoncées en faveur des investisseurs conformément à la législation fiscale qui s'applique. L'écart entre le montant constaté en actions ordinaires et le montant payé par les investisseurs pour les actions (la « prime ») mesuré au moyen de la méthode résiduelle est constaté à titre de prime liée aux actions accréditives, laquelle est renversée dans le résultat comme recouvrement d'impôt différé lorsque les dépenses admissibles sont encourues. La Société constate un passif d'impôt différé pour les actions accréditives et un recouvrement d'impôt différé au moment où les frais admissibles sont engagés.

2.21 Rémunération à base d'actions

La Société gère un régime de rémunération fondé sur des actions et réglé en instruments de capitaux propres à l'intention des administrateurs, employés et consultants qui y sont admissibles. Le plan de la Société ne comporte pas d'option de règlement en espèces.

Un individu est considéré comme un employé lorsqu'il est un employé au sens juridique ou fiscal (employé direct) ou s'il offre des services similaires à ceux fournis par un employé direct, incluant les administrateurs de la Société. La charge est constatée sur la durée d'acquisition des droits pour les employés et sur la durée prévue au contrat des services rendus pour les non-employés.

Tous les biens et les services reçus en contrepartie de l'octroi d'un paiement fondé sur des actions sont évalués à leur juste valeur, à moins que la juste valeur des services reçus ne puisse être mesurée de façon fiable. Lorsqu'un membre du personnel est rémunéré au moyen de paiements fondés sur des actions, la juste valeur des services reçus par ce membre du personnel est déterminée indirectement par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués. Cette juste valeur est évaluée à la date de l'octroi à l'aide du modèle d'évaluation des options de Black-Scholes et exclut l'incidence des conditions d'acquisition non liées au marché.

Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

La rémunération fondée sur des actions est ultimement comptabilisée en charges à l'état du résultat global et la contrepartie est portée au crédit des surplus d'apport. Les options de courtiers liés à des financements sont comptabilisés comme frais d'émission d'actions en déduction des capitaux propres avec un crédit correspondant aux bons de souscription.

Dans les cas où des périodes ou des conditions d'acquisition de droits s'appliquent, la charge est répartie sur la période d'acquisition en fonction de la meilleure estimation disponible du nombre d'options sur actions dont l'acquisition est attendue.

Les conditions d'acquisition non liées au marché font partie des hypothèses portant sur le nombre d'options qui, selon les attentes, deviendront exerçables. Les estimations sont ensuite révisées lorsqu'il y a des indications à l'effet que le nombre d'options sur actions dont l'acquisition est attendue diffère des estimations précédentes.

Au moment de l'exercice d'une option sur actions, les produits reçus moins les coûts de transaction directement attribuables sont portés au capital-actions. Les charges accumulées reliées aux options sur actions comptabilisées au surplus d'apport sont transférées au capital-actions.

2.22 Perte par action

La perte par action est calculée en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. La perte diluée par action est calculée en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice en considérant l'effet de dilution des bons de souscription et des options d'actions à moins qu'elles aient un effet anti-dilutif.

2.23 Information sectorielle

La Société est présentement active dans deux secteurs soit l'acquisition, l'exploration et l'évaluation de propriétés d'exploration ainsi que l'opération d'une pourvoirie de chasse et pêche et plein-air. Toutes les activités de la Société se déroulent au Canada.

3. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES CRITIQUES

Lorsqu'elle prépare les états financiers, la direction pose un certain nombre de jugements, d'estimations et d'hypothèses quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels peuvent différer des jugements, des estimations et des hypothèses posés par la direction et ils seront rarement identiques aux résultats estimés. L'information sur les jugements significatifs qui ont la plus grande incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-après.

JUGEMENTS

3.1 Dépréciation des actifs d'E&E

L'évaluation des faits et circonstances démontrant l'existence d'un quelconque indice qu'un actif a pu se déprécier ou a pu reprendre de la valeur est un processus subjectif qui implique du jugement et souvent un certain nombre d'estimations et d'interprétations.

Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

3. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES CRITIQUES (SUITE)

Pour les actifs d'E&E, la direction doit notamment porter un jugement sur les éléments suivants afin de déterminer s'il y a lieu ou non de procéder à un test de dépréciation : la période pendant laquelle la Société a le droit d'explorer dans la zone spécifique a expiré pendant cette période ou expirera dans un proche avenir et il n'est pas prévu qu'il soit renouvelé; d'importantes dépenses d'E&E ultérieures de ressources minérales dans la zone spécifique ne sont ni prévues au budget, ni programmées; l'E&E de ressources minérales dans la zone spécifique n'ont pas mené à la découverte de quantités de ressources minérales commercialement viables et la Société a décidé de cesser de telles activités dans la zone spécifique; ou encore, des données suffisantes existent pour indiquer que, bien qu'il soit probable qu'un développement dans la zone spécifique se poursuivra, la valeur comptable de l'actif d'E&E ne sera probablement pas récupérée dans sa totalité à la suite du développement réussi ou de la vente.

S'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier ou reprendre de la valeur, la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement doit être estimée. S'il n'est pas possible d'en estimer la valeur recouvrable, la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient doit être déterminée. L'identification des unités génératrices de trésorerie est une étape qui nécessite une part considérable de jugement de la part de la direction. Le test de dépréciation d'un actif individuel ou d'une unité génératrice de trésorerie, aussi bien que l'identification d'une reprise de perte de valeur, requiert que la direction estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie. Pour ce faire, la direction a recours à plusieurs hypothèses qui se rapportent à des événements et des circonstances futurs.

Ces hypothèses et estimations devront être modifiées si de nouvelles informations s'avèrent disponibles. Dans un tel cas, les résultats réels en matière des dépréciations ou des reprises de perte de valeur pourraient être différents et nécessiter des ajustements significatifs aux actifs et aux résultats de la Société au cours du prochain exercice.

La perte de valeur totale des actifs d'E&E s'élève à 22 688 \$ pour 2020 (407 823 \$ pour 2019). Aucune reprise de perte de valeur n'a été comptabilisée pour les périodes considérées.

3.2 Impôt différé

L'évaluation de la probabilité d'un bénéfice imposable futur implique le jugement. Un actif d'impôt différé est comptabilisé dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables seront disponibles en réduction desquels des écarts temporaires déductibles ainsi que le report des crédits d'impôt non utilisés et les pertes d'impôt non utilisées pourront être imputés. La détermination de l'objectif de réalisation ou règlement des actifs et des passifs de la Société, qui devrait être par la vente des actifs de la Société implique également le jugement.

Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

3. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES CRITIQUES (SUITE)

3.3 Évaluation du crédit de droits remboursable pour perte et du crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources

Les crédits de droits miniers remboursables et les crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources pour les périodes courantes et antérieures sont évalués au montant qu'il est prévu de recevoir des autorités fiscales en utilisant les taux d'imposition et la législation en matière de fiscalité qui sont en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de l'état de la situation financière. Des incertitudes existent en ce qui a trait à l'interprétation de la réglementation fiscale, y compris les crédits de droits miniers et les crédits d'impôt relatifs aux ressources, de telle sorte que certaines dépenses pourraient être refusées par les autorités fiscales dans le calcul des crédits, ainsi que sur le montant et le moment du remboursement. Le calcul des crédits de droits miniers et des crédits d'impôt relatifs aux ressources réclamés par la Société implique nécessairement un certain degré d'estimation et de jugement en ce qui a trait à certains éléments dont le traitement fiscal ne peut être déterminé avec certitude jusqu'à ce qu'un avis de cotisation et qu'un paiement aient été reçus des autorités fiscales dont ils relèvent.

Des écarts survenant entre le résultat réel suivant la résolution finale de certains de ces éléments et les hypothèses retenues, ou de futurs changements à ces hypothèses, pourraient nécessiter des ajustements aux crédits de droits miniers et aux crédits d'impôt relatifs aux ressources, aux actifs et aux dépenses d'exploration et d'évaluation, et aux charges d'impôt sur le revenu lors d'exercices futurs.

Les montants comptabilisés dans les états financiers sont basés sur les meilleures estimations et le jugement de la Société tel que décrit ci-dessus. Toutefois, l'incertitude inhérente quant à l'issue finale de ces éléments signifie que la résolution éventuelle pourrait différer des estimations comptables et ainsi avoir une incidence sur la situation financière de la Société, son rendement financier et ses flux de trésorerie.

3.4 Continuité de l'exploitation

L'évaluation de la capacité de la Société à mettre en œuvre sa stratégie en finançant son fonds de roulement et ses activités d'exploration et d'évaluation requiert l'exercice du jugement. Les estimations et les hypothèses formulées sont revues régulièrement et reposent sur les données historiques et sur d'autres facteurs, notamment des prévisions à l'égard d'événements futurs qui sont estimées raisonnables dans les circonstances.

4. ACQUISITION D'ENTREPRISE

Le 1^{er} août 2019, la Société a acquis 100% des actions émises et en circulation de la Pourvoirie Fer à Cheval. La contrepartie payée pour cette transaction est détaillée dans le tableau ci-dessous. Ce regroupement d'entreprises a été comptabilisé selon la méthode de l'acquisition et les résultats d'exploitation ont été inclus à partir de la date de prise d'effet de l'acquisition.

Les actifs acquis et les passifs pris en charge ont été comptabilisés à leur juste valeur estimative à la date de clôture de l'acquisition, soit le 1^{er} août 2019.

Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

4. ACQUISITION D'ENTREPRISE (SUITE)

La répartition du prix d'achat est la suivante:

Contrepartie payée	\$
Trésorerie	1 800 000
Émission de 3 125 000 actions(i)	593 750
Ajustement au fonds de roulement	1 378
	2 395 128
Actifs nets acquis	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 524
Montants à recevoir	21 614
Inventaires	64 460
Frais payés d'avance	44 294
Immobilisations corporelles	2 655 667
Découvert bancaire	(39 783)
Créditeurs et frais courus	(68 581)
Revenus reportés	(48 563)
Passif d'impôts différés	(133 645)
Dette à long terme ⁽ⁱⁱ⁾	(105 859)
	2 395 128

⁽i) Voir note 15 pour les détails sur les actions émises dans le cadre de l'acquisition.

5. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les soldes bancaires, le découvert bancaire présenté séparément ainsi que les placements à court terme liquides dont l'échéance initiale est inférieure ou égale à 3 mois ou encaissable en tout temps sans pénalité.

Les placements à court terme détenus au 31 décembre 2020 et classés comme équivalents de trésorerie sont les suivants :

- Certificats de placements garantis totalisants 2,399,800 \$ à des taux de 0,65% à 0,90% échéants entres le 22 juillet 2021 et le 17 novembre 2021. Les intérêts et le capital sont encaissables en tout temps.
- Investissement de 100 022 \$ dans un fonds négocié en bourse d'épargne à intérêt élevé.

La Société dispose de la facilité de crédit suivante:

Marge de crédit d'exploitation, qui prévoit des avances d'un montant maximal de 50 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel de l'institution financière majoré de 2,35% (taux effectif de 4,80% au 31 décembre 2020). Au 31 décembre 2020, le montant impayé au terme de cette facilité de crédit était de 6 794 \$.

Voir note 14 pour les détails sur les dettes à long terme acquises ou contractées dans le cadre de l'acquisition.

Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

5. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (SUITE)

Le solde de financement accréditif non encore dépensé selon les termes du financement complété le 11 décembre 2020 représente 825 277 \$ en date du 31 décembre 2020. La Société a dédié ces fonds à des dépenses d'exploration canadiennes à compléter avant le 31 décembre 2022.

6. PLACEMENT

Le placement au 31 décembre 2020 est composé d'un investissement dans un compte d'épargne à terme portant intérêt à un taux de 0,20% et échéant le 30 juin 2021. Le placement est restreint en raison d'une une garantie du même montant dans le cadre des opérations.

7. PLACEMENT DANS UNE SOCIÉTÉ COTÉE EN BOURSE

La Société détient des titres négociables. L'investissement est évalué à la juste valeur en fonction des cours du marché.

Les actions sont cotées à la Bourse. Le montant total de l'investissement peut être résumé comme suit :

	Au 31 décembre 2020	Au 31 décembre 2019
Gitennes Exploration Inc. – 300 000 actions ordinaires	\$	\$
(néant au 31 décembre 2029)	28 500	-
Placement dans une société cotée en bourse	28 500	-

8. MONTANTS À RECEVOIR

	Au 31 décembre 2020	Au 31 décembre 2019
	\$	\$
Comptes clients	348 813	3 969
Taxes de vente à recevoir	14 808	289 752
Crédits d'impôt et droits miniers à recevoir	244 567	335 648
Intérêts à recevoir	-	24 178
Autres	85 861	-
Montants à recevoir	694 049	653 547

Exploration Kintavar Inc.Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

9. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION

Coûts d'acquisition des propriétés d'exploration	Au 1 ^{er} jan.			Paiements sur	Au 31 décembre
minières	2020	Additions	Dépréciation	options	2020
	\$	\$	\$	\$	\$
Mitchi	940 364	3 787	(22 688)1)	-	921 463
Anik	1 555 654	-	-	(75 000)	1 480 654
Rivière à l'aigle	129 894	-	-	(24 750)	105 144
Gaspard nord	1 786	-	-	-	1 786
Cousineau	4 757	-	-	-	4 757
New Mosher	9 797	-	-	(9 797)	-
Wabash	26 184	2 650	-	-	28 834
Baie Johann Beetz	27 352	-	-	-	27 352
	2 695 788	6 437	(22 688)	(109 547)	2 569 990

Coûts d'acquisition des propriétés d'exploration	Au 1 ^{er} jan.			Transférés – détenus en	Au 31 décembre
minières	2019	Additions	Dépréciation	vue de la vente	2019
	\$	\$	\$	\$	
Mitchi	931 164	26 978	(17 778) ¹⁾	-	940 364
Anik	-	21 708	(388 913)1)	1 922 859	1 555 654
Rivière à l'aigle	117 046	12 848	-	-	129 894
Gaspard nord	1 133	653	-	-	1 786
Cousineau	3 785	2 104	(1 132) ¹⁾	-	4 757
New Mosher	8 883	914		-	9 797
Wabash	25 534	650	-	-	26 184
Baie Johann Beetz	25 260	2 092	-	-	27 352
	1 112 805	67 947	(407 823)	1 922 859	2 695 788

¹⁾ La Société a abandonné certains claims et elle a procédé à une dépréciation partielle.

Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

9. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

9.1 Anik

Le 27 mai 2020, la Société a signé une entente d'option avec IAMGOLD Corporation («IAMGOLD») lui permettant d'acquérir une participation indivise maximale de 80% dans le projet aurifère Anik en contrepartie des termes suivants:

	Paiements en	
	espèce	Travaux
	\$	\$
Première Option pour une participation initiale de 75%		
À la signature (complété)	75 000	-
Le ou avant le 26 mai 2021	75 000	250 000
Le ou avant le 26 mai 2022	100 000	500 000
Le ou avant le 26 mai 2023	100 000	750 000
Le ou avant le 26 mai 2024	100 000	1 000 000
Le ou avant le 26 mai 2025	150 000	1 500 000
	600 000	4 000 000
Deuxième Option pour une participation additionnelle de 5% Livraison d'une étude de préfaisabilité au cours des 5 années suivantes et engagement à dépenser 500 000 \$ supplémentaire		
par année.	-	2 500 000
Total pour une participation maximale de 80%	600 000	6 500 000

Les deux options pourraient être exercées avant leur maturité au choix de IAMGOLD. Si les options sont exercées, la Société conservera une participation nette contributive de 25% ou 20% selon le cas, qui pourra être convertie au choix de la Société en une participation non contributive de 10% jusqu'à la production commerciale. La participation contributive sera soumise à des conditions de dilution normales et, après dilution à moins de 10%, se transformerait en une redevance de 1,5% sur les revenus nets de fonderie («NSR»). IAMGOLD se réserve le droit de racheter 0,75% du NSR pour 2 000 000 \$.

Conformément à la Convention, la Société recevra de IAMGOLD un montant supplémentaire de 400 000 \$ en espèces lors de la première déclaration d'au moins 300 000 onces d'or de ressources minérales indiquées 43-101. De plus, et dans chacun des cas, (a) sur décision de développer une première mine et plus tard (b) sur décision de déclarer la production commerciale sur tout ou sur une partie du Projet, IAMGOLD émettra un paiement de 1 000 000 \$ en espèces et/ou en actions ordinaires d'IAMGOLD. Au total, ces paiements supplémentaires pourraient atteindre un total de 2 400 000 \$.

9.2 Rivière à l'aigle et New Mosher

Le 29 juin 2020, la Société a accordé à la société Gitennes Exploration Inc. («Gitennes») une option lui permettant d'acquérir des participations allant jusqu'à 85% des intérêts dans les propriétés Rivière à l'aigle (« RAL ») et New Mosher. Pour obtenir ces intérêts dans les propriétés RAL et New Mosher, Gitennes effectuera des paiements en actions et en espèces à la Société et engagera certaines dépenses d'exploration, comme indiqué dans le tableau ci-dessous. La Société restera l'exploitant jusqu'à ce que la 2e partie de l'accord d'option soit terminée, au plus tard le 30 septembre 2022.

Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

9. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

	Propriété Rivière à l'Aigle		Propriété New Mosher		
Date d'achèvement	Émission d'actions ordinaires	Travaux	Émission d'actions ordinaires	Travaux	
Acceptation du TSX-V (complété)	150 000	Néant	150 000	Néant	
Au plus tard le 30 sept. 2021	250 000	150 000 \$	150 000	150 000 \$	
Au plus tard le 30 sept. 2022	300 000	250 000 \$	150 000	250 000 \$	
Au plus tard le 30 sept. 2023	300 000	400 000 \$	150 000	300 000 \$	
Au plus tard le 30 sept. 2024	500 000	700 000 \$	400 000	300 000 \$	
Dépenses d'exploration et d'évaluation	1 500 000	1 500 000 \$	1 000 000	1 000 000 \$	

Les propriétés RAL et New Mosher font l'objet de conventions d'option distinctes et les émissions d'actions et dépenses d'exploration ci-dessus s'excluent mutuellement. En effectuant les émissions d'actions et les dépenses d'exploration présentées ci-dessus séparément sur chaque propriété, Gitennes obtiendra une participation de 70% dans chaque propriété. Gitennes peut augmenter sa participation à 85% sur l'une ou l'autre des propriétés en produisant un calcul des ressources ou en menant une étude économique préliminaire d'ici le 30 septembre 2025. Gitennes versera à la Société un montant de 250 000\$ en espèces ou en actions à son gré lors du calcul des ressources et un supplément de 750 000\$ en espèces uniquement lors de la livraison d'une étude économique préliminaire. Gitennes accordera à la Société un NSR de 1,5% sur chaque propriété sur lequel et conservera le droit de racheter à tout moment 1% pour 1 000 000\$ CAD.

10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Valeur nette comptable au 1 ^{er} janvier 2020	Additions	Disposition	Amortissement	Valeur nette comptable au 31 décembre 2020
	<u> </u>	\$	\$	\$	\$
Matériel roulant	170 447	187 967	(9 651)	(52 320)	296 443
Actif au droit d'utilisation	1 098	-		(1 098)	-
Sentiers de pourvoirie	75 427	-	-	(3 852)	71 575
Ligne électrique	150 854	-	-	(7 703)	143 151
Frayères	75 427	-	-	(3 852)	71 575
Équipements	402 330	26 185	-	(43 175)	385 340
Immeubles	1 894 159	30 134	-	(103 931)	1 820 362
	2 769 742	244 286	(9 651)	(215 931)	2 788 446

Exploration Kintavar Inc.Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

	Valeur nette comptable au 1 ^{er} janvier 2019	Additions	Amortissement	Valeur nette comptable au 31 décembre 2019
	\$	\$	\$	\$
Matériel roulant	24 586	157 650	(11 789)	170 447
Actif au droit d'utilisation	3 731	-	(2 633)	1 098
Sentiers de pourvoirie	-	77 032	(1 605)	75 427
Ligne électrique	-	154 064	(3 210)	150 854
Frayères	-	77 032	(1 605)	75 427
Équipements	-	419 823	(17 493)	402 330
Immeubles1)	-	1 927 716	(33 557)	1 894 159
	28 317	2 813 317	(71 892)	2 769 742

	Au 31 décembre 2020			Au 31 décembre 2019
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
	\$	\$	\$	\$
Matériel roulant	363 118	(58 775)	296 443	170 447
Actif au droit d'utilisation	7 900	(7 900)	-	1 098
Sentiers de pourvoirie	77 032	(5 457)	71 575	75 427
Ligne électrique	154 064	(10 913)	143 151	150 854
Frayères	77 032	(5 457)	71 575	75 427
Équipement de pourvoirie	446 008	(60 668)	385 340	402 330
Immeubles	1 957 850	(137 488)	1 820 362	1 894 159
	3 090 904	(294 558)	2 788 446	2 769 742

11. CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS

	Au 31 décembre 2020	Au 31 décembre 2019
	\$	\$
Comptes fournisseurs et frais courus	136 950	422 386
Dû à Ressources Géoméga Inc. (note 21)	14 250	60 357
Salaires à payer	36 040	62 299
Vacances à payer	39 825	63 444
Sommes à remettre à l'État	12 333	1 877
Créditeurs et frais courus	239 398	610 363

Exploration Kintavar Inc.Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

12. OBLIGATIONS LOCATIVES

	Au	Au
	31 décembre	31 décembre
	2020	2019
	\$	\$
Obligation locative, à un taux de 26,9 %, remboursable par versements		
mensuels de 322 \$, échue en mai 2020.	-	1 500
Obligations locatives – partie courante	-	1 500

13. PASSIF LIÉ À LA PRIME SUR LES ACTIONS ACCRÉDITIVES

	2020	2019
	\$	\$
Solde au début	99 000	120 167
Augmentation, déduction faite des frais d'émission	218 245	300 000
Réduction découlant des dépenses admissibles d'exploration	(104 500)	(321 167)
Passif lié à la prime sur les actions accréditives	212 745	99 000

14. DETTE À LONG-TERME

	Au	Au
	31 décembre 2020	31 décembre 2019
	\$	\$
Emprunt à terme garanti par une hypothèque de premier rang sur les biens meubles actuels et futurs de la Société, sur les biens immeubles actuels et sur l'universalité des créances ainsi que par une garantie solidaire de la Société et sa filiale. Le prêt porte intérêt au taux de 5,67%. Les intérêts et le capital de 2 778 \$ sont payables mensuellement, échéant en août 2034.	455 556	488 888
Emprunt à terme garanti par une hypothèque de premier rang sur les biens meubles actuels et futurs de la Société, sur les biens immeubles actuels et sur l'universalité des créances ainsi que par une garantie solidaire de la Société et sa filiale. Le prêt porte intérêt au taux de 6,55%. Les intérêts sont payables mensuellement et le paiement du capital commence en août 2020 jusqu'à juillet 2035. Le prêt est remboursable via 180 versements de 4 369 \$.	491 709	500 000
Emprunt à terme garanti par une hypothèque de premier rang sur un équipement, au taux de 7,49% et remboursable par versements de 1 079 \$ jusqu'en novembre 2024.	43 852	53 133

Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

14. DETTE À LONG-TERME (SUITE)

Solde reporté	991 117	1 042 021
Emprunts à termes servant à financer du matériel roulant. Ces emprunts portent des taux d'intérêts de 3,75% à 15,58%, sont remboursables par versements totalisant 3 995\$ et échéant entre novembre 2021 et septembre 2025	97 271	38 441
Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes («CUEC») reçu dans le contexte de la pandémie de la COVID-19. Le prêt ne porte pas d'intérêt et le capital est payable en totalité au plus tard le 31 décembre 2022.	73 504	-
Partie courante	(93 768)	(64 677)
Dette à long-terme – partie non courante	1 068 124	1 015 785

15. CAPITAL-ACTIONS

15.1 Autorisé

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires classe A, B, C et d'actions spéciales de classe A, B, C et D. Les actions sont les seules à être émises avec les restrictions et privilèges suivants : droit de vote et participatives avec dividendes tel que voté par le conseil d'administration.

Il y a 1 250 000 actions entiercées au 31 décembre 2020 (6 101 017 au 31 décembre 2019).

15.2 Placements privés

c) Décembre 2020

Le 11 décembre 2020, la Société a clôturé un placement composé de 7 617 310 actions accréditives émises à un prix de 0,11 \$ par action et 7 112 500 unités au prix de 0,08 \$ l'unité pour un produit brut total de 1 406 904 \$. Chaque unité étant composée d'une action et d'un demi-bon de souscription, chaque bon de souscription entier donnant droit au porteur d'acquérir une action au prix de 0,15 \$ par action pour 2 ans. Un total de 80 506 \$ de frais de transactions a été encourus pour conclure ce placement privé.

La totalité du produit brut de l'émission des 7 112 500 unités a été alloué au capital-actions selon la méthode de la valeur résiduelle. La valeur de l'action à la clôture étant égale au prix d'émission, aucune valeur n'a été attribué aux bons de souscription.

Concernant le placement privé accréditif, la valeur de l'action de la Société est réputée être la valeur de l'action à la clôture soit 0,08 \$. Ainsi, la valeur résiduelle attribuée à l'avantage lié à la renonciation des actions accréditives est de 0,03 \$, pour une valeur totale de 228 519 \$, valeur qui a été créditée au passif lié à la prime sur les actions accréditives.

Dans le cadre du placement privé, la Société a émis 455 448 options de courtiers. Chaque option de courtiers permet au porteur d'acquérir une action au prix de 0,15 \$ pour 2 ans. Le coût total des options de courtiers est de 10 020 \$ et cette juste valeur a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes: aucun dividende par action, volatilité prévue de 82,46 % ainsi qu'un taux d'intérêt sans risque de 0,25 % et une durée prévue de 2 ans.

Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

15. CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

b) Octobre 2019

Le 18 octobre 2019, la Société a clôturé un placement privé composé de 6 000 000 actions accréditives au prix de 0,20 \$ l'unité pour un produit brut total de 1 200 000 \$. Aucun bon de souscription, commission ou option de courtier n'a été émis avec cette transaction.

La valeur de l'action de la Société est réputée être la valeur de l'action à la clôture soit 0,15 \$ le 17 octobre 2019. Ainsi, la valeur résiduelle attribuée à l'avantage lié à la renonciation des actions accréditives est de 0,05 \$ pour une valeur totale de 300 000 \$, valeur qui a été créditée au passif lié à la prime sur les actions accréditives.

c) Août 2019

Le 1er août 2019, la Société a émis 3 125 000 actions ordinaires de la Société dans le cadre de l'acquisition de la Pourvoirie (note 4). Les actions font l'objet d'un entiercement volontaire pour une durée de 2 ans, 25% étant libérées tous les 6 mois.

Pour des fins de comptabilisation, les actions sont enregistrées à leur juste valeur à la date de transaction, soit la juste valeur de clôture le 1^{er} août 2019 qui est 0,19\$ par action, pour un total de 593 750 \$.

15.3 Perte par actions

Le calcul de la perte de base par action repose sur la perte pour l'année concernée divisée par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'année. Pour le calcul de la perte par action diluée des activités poursuivies, les actions ordinaires potentielles, telles que les options d'achat d'actions, les options de courtier et les bons de souscription, n'ont pas été prises en considération, car leur conversion aurait pour effet de réduire la perte par action des activités poursuivies et aurait donc un effet de dilution négatif.

15.4 Gestion du capital

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à préserver sa capacité de poursuivre ses opérations ainsi que ses programmes d'E&E. Elle gère la structure de son capital et y apporte des ajustements en fonction des conditions économiques et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut émettre de nouvelles actions, acquérir ou vendre des titres miniers pour améliorer sa flexibilité et sa performance financière. Le capital de la Société se compose des capitaux propres et les balances et changements des capitaux propres sont reflétés dans l'état des variations des capitaux propres.

La Société n'a aucune exigence en matière de capital à laquelle elle est soumise en vertu de règles extérieures, exigences réglementaires ou contractuelles, à moins qu'elle complète un placement accréditif, dans quel cas, les fonds sont réservés aux travaux d'exploration (la Société était conforme durant l'année).

Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

16. BONS DE SOUSCRIPTION

Les changements aux bons de souscription de la Société se détaillent comme suit :

	20	2020		19
			Nombre de bons de souscription	
		\$		\$
Solde au début	8 899 091	0,696	12 059 479	0,557
Émis	3 556 250	0,150	-	-
Exercés	-	-	(1 767 696)	0,180
Expirés	(8 899 091)	0,696	(1 392 692)	0,142
Solde à la fin	3 556 250	0,150	8 899 091	0,696

Les bons de souscription en circulation au 31 décembre 2020 sont les suivants :

Nombre de bons de		
souscription	Prix de levée	Date d'expiration
	\$	
3 556 250	0,15	11 décembre 2022
3 556 250		

17. OPTIONS DE COURTIERS

Les opérations sur les options de courtiers se détaillent comme suit:

	20	2020		19
	Nombre d'options de courtiers	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options de courtiers	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$		\$
Solde au début	243 613	0,54	405 053	0,38
Émis	455 448	0,15	-	-
Exercés	-	-	(40 501)	0,15
Expirés	(243 613)	0,54	(120 939)	0,14
Solde à la fin	455 448	0,15	243 613	0,54

Les options de courtiers en circulation au 31 décembre 2020 sont les suivantes:

Nombre d'options de courtiers	Prix de levée	Date d'expiration
	\$	
455 448	0,15	11 décembre 2022
455 448		

Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

18. OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Les opérations sur les options d'achat d'actions se détaillent comme suit:

	2020		2019	
	Nombre d'options	Prix moyen pondéré de levée	Nombre d'options	Prix moyen pondéré de levée
	-	\$	-	\$
Solde au début	8 287 500	0,32	7 546 250	0,34
Attribuées	1 515 000	0,10	1 235 000	0,17
Exercées	-	-	(30 000)	0,14
Renoncées	(186 250)	0,16	(321 250)	0,25
Expirées	(643 750)	0,30	(142 500)	0,22
Solde à la fin	8 972 500	0,28	8 287 500	0,32
Solde à la fin, exerçable	7 576 250	0,32	5 798 750	0,32

Les options d'achat d'actions en circulation au 31 décembre 2020 sont les suivantes:

Nombre d'options en circulation	Nombre d'options exerçables	Prix de levée	Date d'expiration
	3	\$	
1 092 500	1 092 500	0,14	23 mars 2022
150 000	150 000	0,14	29 décembre 2022
4 775 000	4 775 000	0,40	27 juin 2023
400 000	400 000	0,35	17 septembre 2023
100 000	100 000	0,17	10 décembre 2023
940 000	705 000	0,17	20 juin 2024
1 415 000	353 750	0,10	29 juin 2025
100 000	-	0,09	15 décembre 2025
8 972 500	7 576 250		

Le 29 juin 2020, les actionnaires de la Société ont renouvelé le régime d'option d'achat d'actions qui stipule que le nombre maximum d'actions ordinaires dans le capital de la Société qui pourrait être réservé pour attribution en vertu du régime est limité à 10 % des actions en circulation.

Le 15 décembre 2020, la Société a octroyé à des employés 100 000 options d'achat d'actions, au prix de 0,09 \$. La juste valeur de ces options d'achat d'actions s'élève à 5 800 \$ soit une juste valeur de 0,058 \$ par option. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 0,378 %, volatilité prévue de 94,03 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 3,75 ans.

Le 29 juin 2020, la Société a octroyé à ses administrateurs, dirigeants, employés et consultants 1 415 000 options d'achat d'actions, au prix de 0,10 \$. La juste valeur de ces options d'achat d'actions s'élève à 117 445 \$ soit une juste valeur de 0,083 \$ par option. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 0,312 %, volatilité prévue de 139,92 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 3,75 ans.

Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

18. OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS (SUITE)

Le 20 juin 2019, la Société a octroyé à ses administrateurs, dirigeants, employés et consultants 1 135 000 options d'achat d'actions, au prix de 0,165 \$. La juste valeur de ces options d'achat d'actions s'élève à 127 120 \$ soit une juste valeur de 0,112 \$ par option. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 1,329 %, volatilité prévue de 101,32 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 3,75 ans.

Toutes les options octroyées portent les mêmes conditions. À partir de l'octroi, les options sont gagnées par tranche de 25 % à chaque 6 mois, sont valables pendant 5 ans et ont été octroyées à une valeur égale ou supérieure à celle du marché à la clôture précédant l'octroi. La durée prévue des options d'achats d'actions a été estimée en considérant des situations comparables pour des sociétés similaires à la Société. La volatilité prévue est déterminée en calculant la volatilité historique du prix des actions ordinaires de la Société précédant la date d'émission et pour une période correspondant à la durée de vie prévue des options.

19. RÉMUNÉRATION

	2020	2019
	\$	\$
Salaires	1 439 398	1 201 100
Jetons d'administrateurs	-	20 000
Charges sociales	131 072	156 991
Subvention Salariale d'Urgence du Canada	(479 065)	-
Salaires et charge sociales	1 091 405	1 378 091
Salaires et charges sociales présentés dans les dépenses		
d'exploration et d'évaluation	(377 709)	(891 751)
Salaires et charges sociales présentés à l'état des résultats	713 696	486 340

20. DÉPENSES D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION

	2020	2019
	\$	\$
Salaires et charges sociales	377 709	891 751
Géologie et prospection	44 197	132 287
Forage	144 303	328 531
Analyses	179 422	169 369
Géophysique	72 706	34 727
Géochimie	-	6 196
Métallurgie	2 633	90 067
Hébergement et déplacement	37 693	187 220
Fournitures	90 250	277 465
Taxes, permis et assurances	7 818	10 934
Dépenses d'exploration et d'évaluation avant les crédits		
d'impôt	956 731	2 128 547
Crédits d'impôt	(244 567)	(335 648)
Dépenses d'exploration et d'évaluation	712 164	1 792 899

Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

21. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

21.1 Transactions avec Ressources Géoméga Inc. (« Géoméga »):

Au 31 décembre 2020, Géoméga détient 15,91 % de la Société (18,49 % au 31 décembre 2019).

Le 1er janvier 2017, la Société a signé une entente afin d'engager Géoméga en tant que sous-traitant afin d'exécuter certains travaux. Depuis cette date, Géoméga facture certaines dépenses, dans le cours normal des activités:

	2020	2019
	\$	\$
Dépenses d'exploration et d'évaluation	(1 624)	50 908
Déplacements, conventions et relations avec les investisseurs	9 532	18 920
Loyer	11 100	15 500
Administration	-	95
Autres	(644)	-
Total	18 364	85 423

Au 31 décembre 2020, la Société doit 14 250 \$ (60 357 \$ au 31 décembre 2019) à Géoméga, et ce montant dû à un actionnaire avec influence notable ne porte pas intérêt, ne comporte aucune sûreté et est remboursable sur demande.

22.2 Dans le cours normal des affaires :

• Une société au sein de laquelle un administrateur est associé a facturé des honoraires totalisant 14 192 \$ (17 239 \$ en 2019) enregistrés pour des honoraires légaux et frais d'émission d'actions. Au 31 décembre 2020, le montant dû à cette société apparentée était de néant (1 418 \$ au 31 décembre 2019).

21.3 Hors du cours normal des affaires :

• En décembre 2020, des dirigeants et administrateurs de la Société ont participé au placement privé réalisé par la Société.

22. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La dépense d'impôt différé est constituée des éléments suivants :

	2020	2019
	\$	\$
Recouvrement d'impôt différé		
Prime sur émission d'actions accréditives	104 500	321 167
Recouvrement d'impôt différé	37 853	52 782
Total - recouvrement d'impôt différé	142 353	373 949

Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

22. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les différences entre la provision pour impôt figurant sur les états financiers et la provision pour impôt calculé selon le taux d'imposition statutaire combiné canadien se détaillent comme suit :

	2020	2019
	\$	\$
Perte nette avant impôt	(1 645 265)	(3 920 369)
Impôts au taux d'imposition de base combiné fédéral et		
provincial de 26,50 % (26,60 % en 2019)	(435 995)	(1 042 818)
Dépenses non déductibles	56,652	207 249
Incidence fiscale de la renonciation aux déductions de dépenses		
admissibles en faveur des porteurs d'actions accréditives	107 641	328 902
Amortissement des primes sur les actions accréditives	(104 500)	(321 167)
Actifs d'impôt différé non constatés	233,849	453 885
Autres éléments	-	-
	(142 353)	(373 949)

Les composantes importantes des actifs et passifs d'impôt différés sont les suivantes :

	2020	2019
	\$	\$
Actifs d'impôts différés		
Pertes autres qu'en capital	322 950	266 799
Total des actifs d'impôts différés	322 950	266 799
Passifs d'impôts différés		
Immobilisations	(365 960)	(347 662)
Total des passifs d'impôts différés	(365 960)	(347 662)
Passifs d'impôts différés	(43 010)	(80 863)

La réalisation de bénéfices imposable dans Kintavar Inc. est dépendante de plusieurs facteurs, incluant la vente de propriétés. Les actifs d'impôts différés sont reconnus seulement dans la mesure où il est probable que suffisamment de bénéfices imposables futurs seront réalisés afin de permettre de récupérer l'actif correspondant. En conséquence, certains actifs d'impôt différés n'ont pas été comptabilisés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

22. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (SUITE)

Au 31 décembre, la Société avait des actifs d'impôts différés non comptabilisés qui se détaillent comme suit :

	2020	2019
	\$	\$
Immobilisations corporelles	1 949	451
Placement dans une société cotée en bourse	5 565	-
Dépenses d'exploration et d'évaluation	510 392	374 441
Actifs d'E&E	6 012	10 810
Frais d'émission d'actions	87 796	113 476
Pertes autres qu'en capital	773 267	636 824
Actifs d'impôt différés	1 379 416	1 136 002

Au 31 décembre 2020, les dates d'expiration des pertes disponibles afin de réduire les bénéfices imposables futurs sont les suivantes:

	Fédéral	Provincial
	\$	\$
2031	307 186	320 838
2032	103 771	103 771
2033	167 175	167 176
2034	163 580	163 580
2035	175 213	175 109
2036	224 539	224 433
2037	60 304	60 241
2037	579 746	579 606
2038	1 159 567	1 151 317
2039	86 251	86 252
2039	369 751	364 747
2040	734 862	734 632
	4 131 945	4 131 702

23. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement

	2020	2019
	\$	\$
Montants à recevoir	(36 294)	100 744
Inventaire	48 084	(11 428)
Frais payés d'avance et autres	28 519	108 481
Créditeurs et frais courus	(370 965)	91 404
Revenus reportés	(2 286)	(36896)
	(332 942)	252 305

Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

23. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE (SUITE)

Opérations sans effet sur la trésorerie

	2020	2019
	\$	\$
Immobilisation corporelle acquise et financée	75 618	-
Émission d'options de courtier à titre de frais de transaction		
sur placement privé	10 020	-
Encaissement d'un paiement d'option sur un actif		
d'exploration et d'évaluation en actions d'une Société		
cotée en bourse	34 547	-
Actions émises dans le cadre d'une acquisition d'entreprise	-	593 750
Réduction d'une obligation locative suite au remboursement		
des assurances	-	54 627

24. INSTRUMENTS ET RISQUES FINANCIERS

La Société est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses opérations et de ses activités d'investissement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société. La Société ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives. Les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée ainsi que la politique en matière de gestion des risques financiers se détaillent comme suit:

24.1 Risques de marché

Risque de taux d'intérêt

Puisque les certificats de placement garantis et autres placements à court-terme sont à taux d'intérêt fixes, la Société n'est pas exposée au risque de fluctuation de taux d'intérêt. Les autres actifs ne portent pas intérêt et donc n'exposent pas la Société à des risques liés aux taux d'intérêt.

Tous les prêts encourus dans le cadre de l'acquisition et l'opération de la Pourvoirie portent intérêt à taux fixe.

24.2 Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une des parties à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La Société est assujettie à des risques de crédit par la trésorerie et équivalents de trésorerie, les placements et les crédits et taxes à recevoir. La Société réduit le risque de crédit en maintenant une partie de la trésorerie et équivalents de trésorerie et ses placements dans des instruments financiers détenus chez une banque à charte canadienne, un courtier détenu par une banque à charte ou une société indépendante de courtage en valeurs mobilières membre du Fonds canadien de protection des épargnants.

Au 31 décembre 2020, la trésorerie et équivalents de trésoreries comprend principalement des certificats de placements garantis par des banques canadiennes ou par le Fonds canadien de protection des épargnants. Seul un montant non significatif est investi dans un fonds négocié en bourse. Les montants à recevoir ne provenant pas des gouvernements ou entités parapubliques sont non significatifs et le montant aux livres de la trésorerie et équivalent de trésorerie et des comptes à recevoir représente le risque maximum de crédit. La direction considère le risque de crédit non significatif.

Notes afférentes aux états financiers consolidés Pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 (En dollars canadiens)

24. INSTRUMENTS ET RISQUES FINANCIERS (SUITE)

24.3 Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. La direction estime qu'elle possède suffisamment de fonds pour financer ses activités et respecter ses obligations à mesure qu'elles viennent à échéance.

Au 31 décembre 2020, la Société est engagée à l'égard de paiements futurs minimums de capital et d'intérêts sur la dette, comme suit :

	Jusqu'à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$
Découvert bancaire (note 5)	6 794	-	-	6 794
Comptes fournisseurs et frais				
courus (note 11)	239 398	-	-	239 398
Dette à long-terme (note 14)	154 048	589 740	873 407	1 617 195
	400 240	589 740	873 407	1 863 387

24.4 Juste valeur

Certaines des méthodes comptables et des obligations d'information de la Société nécessitent l'établissement de la juste valeur. La juste valeur est le montant auquel un instrument financier pourrait être échangé entre des parties consentantes en fonction des conditions du marché applicables à des instruments comportant des risques, un capital et une durée à l'échéance identiques. Les estimations de la juste valeur sont basées sur les cours du marché et d'autres méthodes d'évaluation. Les justes valeurs ont été déterminées aux fins de la comptabilisation ou des informations à fournir selon la hiérarchie des justes valeurs figurant dans les méthodes comptables relatives aux instruments financiers de la Société. Lorsqu'il y a lieu, des informations complémentaires sur les hypothèses retenues pour évaluer la juste valeur sont présentées dans les notes se rapportant à l'actif ou au passif concerné.

Le placement dans une société cotée en bourse évalué à la juste valeur dans l'état de la situation financière est classé dans le niveau 1. En ce qui concerne les autres actifs et passifs financiers, leur valeur comptable nette est une approximation raisonnable de la juste valeur en raison de leur échéance relativement rapprochée.

25. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Après la fin d'exercice, la Société et sa filiale ont signé des ententes totalisant 1 223 560 \$ pour la location et/ou l'acquisition de chalets, dortoirs, roulotte-cuisine et autres équipements qui seront financés à mêmes les ententes via des contrats de financement, à partir d'avances reçues de clients et la balance à partir de la trésorerie de la Société.